

IRAN

Répression intérieure Bellicisme extérieur



***Colloque à la salle Victor Hugo de
l'Assemblée nationale***

30 janvier 2024



Comité parlementaire pour un Iran démocratique



*Le mardi 30 janvier, à l'invitation du Comité parlementaire pour un Iran démocratique (CPID), la présidente élue de la Résistance iranienne Maryam Radjavi a participé à un colloque intitulé « **Iran : répression intérieure, bellicisme extérieur** » organisé à la salle Victor Hugo de l'Assemblée nationale. Aux côtés de la présidente et des vice-présidents du CPID, figuraient des députés des divers groupes politiques, ainsi que l'ancien Premier ministre belge Guy Verhofstadt et l'ancienne sénatrice colombienne Ingrid Betancourt.*

Cécile Rilhac, députée du Val d'Oise et présidente du CPID, a décrit le bilan des activités du comité en 2023. Elle a présenté la copie de la déclaration de soutien des députés français au soulèvement du peuple iranien, à sa résistance et au programme en 10 points de Mme Radjavi pour l'Iran de demain. Ladite déclaration était soutenue par 295 députés, soit la majorité de la représentation nationale, dont cinq présidents de groupes parlementaires et trois chefs de partis. « Je voudrais, à l'occasion de cette réunion, proposer une nouvelle déclaration, a affirmé la députée.

Ce texte prend en considération les développements importants dans la région du Proche et Moyen-Orient ainsi qu'à l'intérieur de l'Iran. Son titre résume le sens profond de ce que nous pensons: "Soutenir la liberté et la résistance en Iran pour la paix et la sécurité dans le monde." »

(Texte publié à la fin de ce cahier)

Les députés Gérard Leseul (g) et Paul Molac (d)



Cécile Rilhac





André Chassaigne,
député du Puy-de-Dôme :

Les unités de résistance de l'OMPI en Iran ne font qu'incarner le droit de résistance que nos ancêtres ont reconnu il y a deux siècles.



Philippe Gosselin,
député de la Manche :

Nous sommes à vos côtés parce qu'avec vous, avec le peuple iranien, la flamme de la résistance ne doit jamais s'éteindre.



Hervé Saulignac,
député de l'Ardèche :

L'unique option repose sur le peuple et sur sa détermination à se libérer de ses oppresseurs, des milliers d'unités de résistance œuvrent dans ce sens.

M. André Chassaigne, président du groupe GDR et vice-président du CPID, a mis en relief dans son discours le droit à la résistance face à la tyrannie : « Les Iraniens ont le droit de manifester. Ils ont droit à la liberté d'expression. Ils ont droit à la liberté de réunion. Et si on leur refuse, ils ont alors le droit à la révolte et à la résistance. Déjà en 1789, dans notre pays, la France, c'était reconnue comme un droit par la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen qui a aujourd'hui une valeur constitutionnelle. Les unités de résistance de l'OMPI en Iran ne font qu'incarner ce droit que nos ancêtres ont reconnu il y a deux siècles et que nos parents ont exercé face à l'occupation et aux atrocités nazies. Les engagements de nos ancêtres nous obligent, parce que nous sommes tributaires de leurs sacrifices, comme nous sommes aujourd'hui parties prenantes de la Résistance iranienne. »

Philippe Gosselin, député Les Républicains de la Manche, également vice-président du CPID, s'est attardé sur le rôle déstabilisateur de l'Iran dans la région : « Il y a une présence tentaculaire, ici et là, dans différents territoires de ce Proche-Orient, à Gaza, assurément, au Yémen, en Syrie, en Irak, mais aussi au Liban. Et la liste n'est sans doute pas exhaustive.

La pieuvre est là, ou si vous le préférez, l'hydre (...) Et alors que le régime dépense des sommes folles pour soutenir ses ambitions et ses objectifs régionaux de puissance, mais aussi, sans doute, de déstabilisation, 80% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté. Cet argent pourrait assurément être utilisé dans de meilleures conditions. Alors, tout cela se fait avec un certain nombre de réactions, évidemment en Iran même. Dans plus de 300 villes, depuis deux ans et demi, il y a eu une mobilisation très forte et qui n'a pas cessé. Les émeutes populaires demandent un changement de régime. D'ailleurs, les manifestants scandent assez souvent " ni Gaza ni Liban. Je donne ma vie pour l'Iran". »

Hervé Saulignac, député socialiste de l'Ardèche, et lui aussi vice-président du CPID, est revenu sur le soulèvement continu du peuple iranien : « Il ne fait aucun doute que le peuple iranien réproouve plus que jamais le régime théocratique qui dirige le pays depuis plus de 40 ans. Les manifestations ont été la traduction d'une exaspération et d'une colère qui couvaient depuis de nombreuses années et à la suite desquelles le régime a fait usage d'une violence sans limite pour réprimer ce soulèvement. Nous croyons qu'anticiper l'effondrement de ce régime par un



Yannick Favennec, député de la Mayenne :
En 2023, les exécutions s'élèvent à 864, dont 26 femmes et 8 jeunes de moins de 18 ans, des enfants au moment des faits présumés.

Patrick Hetzel, député du Bas-Rhin :
Désormais ici, à l'Assemblée nationale, nous sommes plus de la moitié des députés à être mobilisés en faveur de la Résistance iranienne.

Jean-Pierre Brard, ancien député maire de Montreuil :
Madame Radjavi, un jour, vous parlerez de la tribune de l'Assemblée nationale pour porter la voix du peuple iranien.

hypothétique affaiblissement de l'intérieur serait une grave erreur. L'unique option continue de reposer sur le peuple et sur sa détermination à se libérer de ses oppresseurs, des milliers d'unités de résistance œuvrent dans ce sens, et c'est à elles que s'adressent nos propos ce soir.»

Yannick Favennec, député LIOT de la Mayenne, et vice-président du CPID, a rappelé l'effroyable bilan des mollahs en matière des droits humains: «Selon un rapport de l'ONU, au moins 582 personnes dont 16 femmes, ont été exécutées en République islamique d'Iran en 2022. Et en 2023, l'exécution s'élève à 864, dont 26 femmes et 8 jeunes de moins de 18 ans, des enfants au moment des faits présumés. Malheureusement, en raison d'exécutions secrètes, ce nombre est probablement bien plus élevé.»

Patrick Hetzel, député Les Républicains du Bas Rhin, a évoqué la sensibilité qui existe chez les parlementaires français sur la question iranienne: « Désormais, ici, à l'Assemblée nationale, nous sommes plus de la moitié des députés à être mobilisés en faveur de la Résistance iranienne. Et cela est aussi quelque chose de symboliquement extrêmement fort. Je voudrais profiter de mon intervention pour inscrire ma propre action dans celle qui a été effectuée par mes

deux prédécesseurs, puisque mon antédécesseur dans la circonscription était Adrien Zeller. Vraiment, Adrien avait toujours porté très fort et soutenu votre combat depuis le début. Et mon prédécesseur direct, en l'occurrence Emile Blessig, d'ailleurs présent lors du dernier congrès que vous avez organisé, s'est aussi engagé à vos côtés. Et donc c'est aussi à la mémoire d'Adrien et dans le prolongement de ce qui a été fait par mes deux prédécesseurs que je m'engage évidemment à vos côtés. Et je dirais que ce que l'on peut formuler ici en ce début d'année, c'est que le plus tôt possible, évidemment, un Iran démocratique et la liberté puissent enfin prévaloir. »

Dans son discours, **Jean-Pierre Brard**, député-maire honoraire de Montreuil qui était parmi les premiers fondateurs du CPID il y a plus de 15 ans, s'est adressé à Maryam Radjavi : « En vous regardant, je pensais à Philippe Seguin, qui a été notre président ici de longues années et qui a changé un certain nombre de choses dans le fonctionnement de l'Assemblée nationale. Et en particulier, c'est grâce à lui, si maintenant l'Assemblée accueille des chefs d'État étrangers qui ont le droit, le privilège, de s'exprimer à la tribune de l'Assemblée nationale. Et en vous regardant tout à l'heure, je me disais : mais un jour, ce n'est pas de la salle Victor Hugo qu'elle parlera,



Maryam Radjavi :

“ C’est une illusion d’attendre de ceux qui allument le feu, d’aider à l’éteindre, voire à le contenir. Cela va seulement encourager Téhéran à intensifier le chaos dans la région.”

mais de la tribune de l’Assemblée nationale pour porter la voix du peuple iranien.»

Tout en remerciant les membres du CPID, qui «représentent les valeurs de la France au sein de ce comité », **Maryam Radjavi** a brièvement brossé la situation au Moyen-Orient.

«Selon les mollahs, le nouveau Moyen-Orient est une région en flammes. Cela fait quatre mois, que les groupes proxys du régime tirent des missiles sur divers pays et ont pris en otage la navigation dans un passage maritime international majeur. Le 16 janvier, les pasdarans sont directement entrés en scène en tirant des missiles sur l’Irak, la Syrie et le Pakistan. Auparavant, [le guide suprême du régime Ali] Khamenei avait multiplié par trois l’enrichissement d’uranium à 60%

Le régime iranien fournit aussi des drones pour tuer la population en Ukraine.

La crise du renversement est la raison principale qui a poussé Khamenei à s’engager dans la guerre au Moyen-Orient. Il veut exporter la crise à l’étranger. Mais le soulèvement et la Résistance iranienne ne vont laisser aucune chance à ce régime. La société iranienne reste un baril de poudre. On peut le voir dans les 3000 opérations menées l’an dernier contre le mur de la répression par les unités de résistance à travers le pays.

En Iran, les exécutions politiques et les condamnations de prisonniers politiques à de longues peines, en particulier les sympathisants de l’Organisation

des Moudjahidine du peuple (OMPI), ont pris de nouvelles dimensions.

La situation actuelle au Moyen-Orient montre clairement qu’il ne faut pas perdre de temps pour résister à ce régime. »

Madame Radjavi a en outre proposé d’inscrire les gardiens de la révolution sur la liste des entités terroristes, de placer le régime iranien sous le Chapitre 7 de la Charte des Nations Unies, qui concerne les régimes menaçant la paix dans le monde, et de reconnaître la lutte du peuple iranien pour renverser la dictature religieuse.



Cécile Rilhac remettant à Maryam Radjavi le recueil de signatures d’une majorité de députés en soutien au soulèvement en Iran et à la Résistance iranienne.



Guy Verhofstadt,
ancien Premier ministre belge et eurodéputé :
Si on ne libère pas tous les otages des pays occidentaux, pourquoi doit-on continuer à laisser ouvert les ambassades du régime des mollahs et avoir des diplomates qui se promènent dans nos capitales ?

Ingrid Betancourt :
Je crois que le meilleur vœu que nous pourrions partager entre nous, c'est celui de penser que 2024 va être l'année de la chute du régime iranien.

Aux côtés des députés, des invités de renoms ont présenté des propositions quant à une politique de fermeté vis-à-vis de l'Iran.

Guy Verhofstadt, député européen et ancien Premier ministre belge, a affirmé : « L'Occident et surtout l'Union européenne et M. Borrell ont intérêt à développer une stratégie qui doit être basée sur cinq piliers. Le premier pilier, c'est d'en finir avec ce qui est en train de se passer pour le moment, ce qui s'est passé chez nous en Belgique, mais qui va se répéter dans presque tous les pays de l'Europe : c'est ce chantage avec les otages que le régime des mollahs est en train de disperser partout dans nos pays. Moi, je prends une réplique assez évidente. Si on ne libère pas tous les otages des pays occidentaux, pour le moment des pays d'Europe, mais aussi des otages américains, pourquoi doit-on continuer à laisser ouvert les ambassades du régime des mollahs et avoir des diplomates qui se promènent dans nos capitales ? Ce serait je crois, une bonne décision, une première décision, un changement de notre stratégie de dire que tant que les otages ne sont pas libérés, il n'y a pas de place pour des diplomates du régime des

mollahs dans nos capitales et dans nos pays.»

Pour **Ingrid Betancourt**, ancienne sénatrice et candidate à la présidentielle de Colombie, un aspect unique des activités de la Résistance iranienne mérite d'être connu : « J'ai eu la chance depuis de nombreuses années d'accompagner l'OMPI sur beaucoup de scènes, partout en Europe. L'OMPI a des antennes en Suède, mais aussi au Danemark, mais aussi aux Pays-Bas, mais aussi en Belgique, évidemment, en France, évidemment, mais en Angleterre, en Espagne, partout. Cette organisation est une organisation de personnes qui, comme vous et moi, sommes le fruit de nos convictions et de nos principes. Si nous sommes ici, alors que nous pourrions être chez nous, c'est parce que nous pensons que le fait d'être là dit quelque chose de nous-mêmes, que nos actions nous définissent. Eh bien, toutes les personnes que j'ai rencontrées depuis, je dirais, plus de 12 ans maintenant sont des personnes toujours motivées, comme moi, par ces principes et ces valeurs qui, pour nous, sont tellement importantes et qui définissent notre statut de démocrates. Moi, je crois



Au premier rang depuis la droite : les députés Patrick Hetzel, Bruno Studer, Mireille Clapot, Mohammad Mohadessine du CNRI, le député Sylvain Maillard, Mondane Colcombet, Jean-François Legaret et Jean-Pierre Béquet.



Jean-François Legaret, Mondane Colcombet et Valérie Rabault, vice-présidente de l'Assemblée nationale.

qu'il y a une division dans le monde entre ceux qui sont démocrates et qui veulent que nous ayons tous une justice et que nous soyons tous sous le couvert et la protection de la loi, et puis ceux qui sont des criminels, qui veulent des dictatures et qui veulent

imposer de façon violente leur pouvoir. Je crois que le monde se divise là. L'idéologie n'est pas vraiment quelque chose qui nous divise. Alors dans cette année qui commence, puisque nous sommes encore au moment de partager nos vœux, je crois que le meilleur vœu que nous pourrions partager entre nous, c'est celui de penser que 2024 va être l'année de la chute du régime iranien. Ce serait un très beau cadeau, pas seulement pour les Iraniens, mais aussi pour chacun de nous. »



Jean-François Legaret :

Avec le programme en 10 points pour l'Iran de demain, le CNRI présente en tout point de comparaison la seule alternative démocratique et l'assurance de faire enfin aboutir en Iran un régime de liberté.

L'ancien maire du premier arrondissement de Paris et président de la Fondation d'Etudes pour le Moyen Orient (FEMO) **Jean-François Legaret** a clôturé le colloque : « l'Iran des mollahs passe à une répression qui s'aggrave de jour en jour contre la seule alternative qui existe, le Conseil national de la résistance et l'OMPI. Les mollahs ont raison d'avoir peur. Avec le programme en 10 points pour l'Iran de demain, le CNRI présente en tout point de comparaison la seule alternative démocratique et l'assurance de faire enfin aboutir en Iran un régime de liberté. Liberté des femmes, liberté des hommes, liberté des cultes, abolition de la peine capitale, séparation de la religion et de l'État. Voilà l'alternative politique. Voilà la raison pour laquelle ce combat en vaut la peine.»



C.P.I.D.

Présidente

Cécile RILHAC

Députée du Val-d'Oise

Vice-présidents

André CHASSAIGNE

Député du Puy-de-Dôme

Yannick FAVENNEC

Député de la Mayenne

Philippe GOSSELIN

Député de la Manche

Hervé SAULIGNAC

Député de l'Ardèche

Le Comité

Parlementaire pour un

Iran démocratique

(CPID) rassemble des

membres de l'Assemblée

nationale de divers

courants politiques.

Le CPID a mené des

actions de sensibilisation

grâce à de nombreuses

réunions et conférences

organisées au fil de plus

de trois législatures, mais

aussi à travers des

communiqués réagissant

à l'actualité iranienne.

Le CPID, qui refuse

toute sorte de dictature

en Iran, est animé par

des député.e.s soutenant

l'instauration d'une

république démocratique

et laïque dans ce pays

après la chute du régime

des mollahs.

Comité parlementaire pour un Iran démocratique

Soutenir la liberté et la résistance en Iran pour la paix et la sécurité dans le monde

L'embrasement du Proche-Orient représente une menace sérieuse pour la paix au Moyen-Orient et la sécurité en Europe. Le régime iranien, en soutenant activement l'attaque du 7 octobre, les attaques contre le transport maritime et le libre-échange régional, ainsi qu'en fournissant un soutien financier et militaire aux groupes affiliés, demeure la principale source de guerre et d'instabilité dans la région ; comme alerté à plusieurs reprises par la France.

Cette tentative des dirigeants iraniens vise à étouffer une société en colère et à éclipser sa fragilité intérieure, comme en témoigne le soulèvement du peuple iranien pour la liberté et la démocratie l'année dernière. Près de 800 personnes ont été exécutées en Iran en 2023, avec une augmentation de 22 % par rapport à l'année précédente, selon le dernier rapport du Secrétaire général de l'ONU. Ces exécutions visent principalement à prévenir de futurs soulèvements, et le système judiciaire iranien, sous le contrôle du Guide suprême, organise des procès fictifs contre l'opposition pour faciliter l'exportation du terrorisme au-delà des frontières.

Le terrorisme est également un outil majeur utilisé par le régime iranien, comme en témoigne la condamnation en février 2021 d'un diplomate iranien en Belgique à 20 ans de prison pour avoir tenté de poser une bombe en France lors du rassemblement annuel du Conseil national de la Résistance iranienne (CNRI) en 2018 à Villepinte (93). Le régime utilise également la "diplomatie des otages" pour faire pression sur les pays occidentaux et obtenir la libération de ses terroristes.

En 2022, lors de son soulèvement, le peuple iranien a rejeté toute forme de dictature monarchique ou théocratique, exigeant un changement de régime pour établir une République démocratique et laïque. Les droits de l'homme ont été si gravement violés en Iran que, selon la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948, les gens ont été "contraints, en suprême recours, à la révolte contre la tyrannie et l'oppression".

- Nous condamnons fermement le rôle destructeur du régime iranien au Moyen-Orient et sa politique belliqueuse, appelant à la désignation du Corps des Gardiens de la Révolution islamique (CGRI) comme entité terroriste principale, déstabilisant la Région .
- Nous insistons sur la nécessité de tenir responsables les auteurs de violations graves des Droits de l'Homme en Iran, en particulier la répression des femmes, l'absence de droit à la justice envers les manifestants ; et les auteurs de crimes contre l'humanité .
- Le peuple iranien mérite de bénéficier d'un système démocratique, de la liberté de réunion et de l'abolition de la peine de mort, de l'égalité des sexes et de la séparation de la religion et de l'État ; articles annoncés dans le plan en dix points de Maryam Rajavi, présidente élue du CNRI. C'est ce plan qui a été soutenu en 2023 par plus de 3600 parlementaires à travers le monde, dont 296 en France.
- Face à l'entrave du régime iranien à toute activité pacifique en faveur du changement, et en connaissance du fait que 750 personnes ont été tuées lors des manifestations de 2022/2023, nous considérons la "résistance contre l'oppression" comme un "droit naturel et imprescriptible" pour tout citoyen iranien, conformément à l'article 2 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen (1789). L'incarnation de ce droit en Iran se concrétise dans l'activité des unités de résistance à travers le pays contre le CGRI, s'appuyant sur le message historique du général de Gaulle du 18 juin 1940 : "Quoi qu'il arrive, la flamme de la Résistance ne doit pas s'éteindre et ne s'éteindra pas."

Cécile Rilhac, André Chassaingne, Philippe Gosselin, Hervé Saulignac, Yannick Favennec